

LE DOUTE ET LE CLIMAT

ACTEURS ET STRATEGIES D'INFLUENCE

PAR

Alexandre TAITHE

Les mois qui ont précédé la Conférence sur le climat de Copenhague¹ ont été marqués par l'expression d'attentes variées et opposées. ONG environnementales et militants écologistes n'ont pas été les seuls à faire de cette rencontre internationale le point d'orgue de leurs actions. Les opposants au diagnostic d'un réchauffement de la planète principalement dû aux activités humaines se sont également mobilisés avec une vigueur renouvelée. Ces derniers ne constituent pas un ensemble homogène et regroupent une grande variété de profils, de réseaux, de motivations et d'objectifs : ils sont alors désignés par les vocables « sceptique », « climato-sceptique », « négateur », « dénégateur » ou même « négationniste »², dans un contexte extrêmement polarisé³ entre les partisans et les détracteurs des conclusions⁴ du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC ou IPCC). La discussion de la véracité des hypothèses soutenues par les climato-sceptiques nous paraît devoir relever de processus scientifiques – notamment par la publication dans des revues à comité de lecture. En revanche, les conditions socio-culturelles de réception et de visibilité des thèses climato-sceptiques semblent plus favorables en dehors du champ scientifique et font l'objet du présent article.

CHANGEMENT CLIMATIQUE : UNE PROGRESSION DE LA DEFIANCE A L'EGARD DES CONCLUSIONS DU GIEC ?

Medias et controverses

La recherche d'un traitement équilibré des sujets survalorise-t-il des positions scientifiques minoritaires ? La progression du doute en France (*cf.* l'encadré) résulte-t-elle du traitement médiatique du changement climatique ? Deux chercheurs⁵ avaient ainsi évoqué en 2004 l'équilibre comme un parti pris (*balance as bias*), à propos des articles sur ce thème dans quatre grands journaux américains publiés entre 1998 et 2002 (*New York Times*, *Washington*

Chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS, France).

¹ 15^e Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC ou UNFCCC, 1992), qui s'est déroulée en décembre 2009.

² Les mots négationnistes et négationnismes se retrouvent essentiellement sur des sites militants (en anglais, français...) ou dans des ouvrages, à l'image de celui de Florence LERAY, *Les Négationnistes du réchauffement climatique*, Golias, 2010, 200 p.

³ Y compris dans le champ scientifique : la revue de renommée internationale *Nature* a par exemple évoqué « les négateurs du changement climatique » dans l'éditorial de son numéro du 3 décembre 2009, disponible sur le site Internet www.nature.com/nature/journal/v462/n7273/full/462545a.htm.

⁴ *Cf.* le dernier rapport d'évaluation du GIEC publié en 2007, dont les volumes sont disponibles sur le site Internet www.ipcc.ch.

⁵ Maxwell T. BOYKOFF / Jules M. BOYKOFF, « Balance as bias : global warming and the US prestige press », *Global Environmental Change*, n°14, 2004, pp. 125-136.

Post, *Los Angeles Times* et *Wall Street Journal*) : près de 53 % des articles relatifs au changement climatique y rendait compte d'une controverse scientifique. Pourtant, dans un laps de temps plus long (entre 1993 et 2003), aucun des 928 articles scientifiques sur le changement climatique, recensés par Naomi Oreskes⁶ dans une sélection de revues à comité de lecture, n'infirmait la réalité du réchauffement elle-même ou son origine anthropique. En France, la situation diffère par l'accès plus limité aux grands médias (chaînes⁷ et presse nationales) des climato-sceptiques. Cela conduirait ces derniers à des stratégies de contournement de ces canaux d'information nationaux (*cf. infra*)⁸.

Perception du changement climatique en France

Un sondage, réalisé chaque année depuis 2000 par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) sur les représentations sociales de l'effet de serre et du changement climatique en France, témoigne d'une progression nette, en 2010, de la défiance à l'égard du diagnostic scientifique synthétisé par le GIEC⁹. L'affirmation selon laquelle le réchauffement de l'atmosphère est une certitude scientifique perd 20 points en un an (de 71 à 50 %). À l'inverse, le réchauffement fait l'objet de débats entre scientifiques pour 46 % des sondés (+ 17 % depuis 2009). De plus, l'attribution du changement climatique aux activités humaines perd en moyenne 15 point entre 2009 et 2010, quelque soit le niveau de diplôme.

Il est intéressant de constater que des scientifiques s'inscrivant dans le GIEC et interrogés pour la préparation à cet article ont également le sentiment d'une montée du doute, cela, dans toutes les catégories sociales, ce qui est confirmé par les récents sondages menés en France.

Des formes de rétroactions au « tout-climat » ?

En dehors de la réalité scientifique du réchauffement et de son origine anthropique, plusieurs phénomènes ou rétroactions, qui sont autant de champs de recherche, pourraient contribuer à renforcer l'incrédulité et le doute.

Le climato-scepticisme bénéficierait tout d'abord d'une lassitude à l'égard de l'omniprésence des problématiques climatiques. Hormis les tremblements de terre, il pourrait sembler que l'ensemble des enjeux environnementaux ne puisse plus être abordé qu'à travers le prisme du réchauffement global (gestion de l'eau, sécurité alimentaire, énergétique et sanitaire... ou même préventions de crise). Les actions contre le changement climatique sont alors perçues comme à long terme et peu adaptées à des problèmes immédiats (accès à l'eau). Le réchauffement se conjugue pourtant déjà au présent et devient une dimension à intégrer

⁶ Naomi ORESKES, « Beyond the ivory tower : the scientific consensus on climate change », *Science*, vol. CCCVI, n° 5 702, 3 déc. 2004, p. 1686. Si cet article a fait l'objet de commentaires et de critiques (également dans *Science*), la disproportion entre le caractère scientifique de la controverse et sa surexposition médiatique demeurait manifeste.

⁷ Sur près de 700 reportages consacrés au climat dans les journaux du soir de TF1 et France 2 entre janvier 1997 et décembre 2006, aucun ne donne la parole à un climato-sceptique. *Cf.* Jean-Baptiste COMBY, *Créer un climat favorable. Les enjeux liés aux changements climatiques : valorisation publique, médiatisation et appropriations au quotidien*, Thèse de doctorat en Sciences de l'information et de la communication, Université Paris II Panthéon-Assas, 2008. Un travail de cette envergure serait à entreprendre pour les chaînes de la TNT ou les stations de radio – ne serait-ce que les antennes de Radio France –, auxquelles les climato-sceptiques ont eu un accès plus régulier.

⁸ Sur les médias et les controverses climatiques – et la spécificité américaine –, *cf.* dans le présent volume l'article de Jean-Baptiste COMBY, avec Stefan AYKUT et Hélène GUILLEMOT, « Éléments pour une analyse sociologique de la médiatisation des controverses liées aux changements climatiques. Retour sur un colloque international ».

⁹ Les résultats ont été rendus publics par Daniel Boy, le 29 octobre 2010, au cours d'une conférence organisée par l'Iddri du 27 au 29 octobre 2010 à Bruxelles et Paris, sur le thème « Controverses climatiques – Sciences et politique ». *Cf.* le site Internet www.iddri.org.

aux politiques publiques liées à l'environnement. Gérer l'eau, même dans le cadre d'un plan de quelques années, exige désormais la prise en compte des dynamiques climatiques, sous peine par exemple de surestimer le potentiel hydroélectrique d'un pays ou sa production alimentaire. Ce rejet du « tout-climat » s'amalgame alors avec le phénomène lui-même et ses explications. Il est également entretenu par le *leadership* qu'a acquis la large communauté de la climatologie sur les questions environnementales. Selon les scientifiques du climat¹⁰, l'effacement de la géologie, discipline privilégiée jusqu'à la fin des années 1980 (financements et débouchés de la prospection pétrolière notamment), au profit des sciences du climat serait d'ailleurs l'une des explications de la présence de nombreux géologues – qui travaillent également sur des périodes beaucoup plus longues celles du climat – parmi les sceptiques.

La dramatisation des conséquences du changement climatique concourt également, par leur exagération ou ses aspects spectaculaires¹¹, à une méfiance qui affecte aussi la base scientifique établie par le GIEC. Les perspectives graves de migrations massives, de sécheresses, d'inondations, de cyclones plus intenses, de tensions alimentaires et hydriques non seulement ne feraient plus peur, mais deviendraient même un repoussoir. Il est vrai que la réalité scientifique du réchauffement s'accompagne d'instrumentalisations et de récupérations multiples. Elle devient une ressource politique, une justification *a priori* ou un argument d'autorité dans les débats publics ou un concept qu'il faut investir pour bénéficier de la dynamique politique et financière qui l'accompagne. Les ONG humanitaires redéploient par exemple une partie de leurs actions en termes de changement climatique pour répondre aux attentes des bailleurs de fonds internationaux et bénéficier de leurs financements. On peut alors déplorer les traductions alarmistes, outils de mobilisation politique ou médiatique, des travaux du GIEC.

Le réchauffement est également porteur d'une radicalité, dans l'analyse de ses causes et dans ses solutions, qui pourrait refreiner l'adhésion aux travaux réunis par le GIEC. En plus de porter les ferments d'une contestation globale du capitalisme, prendre en compte pleinement le changement climatique impliquerait de profondes mutations des modes de consommation et de vie. En France par exemple, la forte valorisation du carbone – pour une trajectoire des émissions compatibles avec une réduction d'un facteur 4 entre 1990 et 2050 – pèsera beaucoup sur les ménages. L'empreinte carbone relativement faible de la France – en comparaison avec les autres pays industrialisés – vient de la production nucléaire d'électricité. Une partie des émissions industrielles étant déjà soumises au SCEQE¹², c'est désormais sur les ménages que va peser les réductions de rejets de gaz à effet de serre (GES). Or, le niveau d'effort de ce secteur va se révéler difficilement supportable¹³ dès l'horizon 2020, même si la diminution des émissions se limite à 20 % par rapport à 1990. Les entreprises pourraient alors davantage être sollicitées, pour au final diminuer leurs émissions d'un facteur 5 à 6 en 2050 et non plus d'un facteur 4... L'effort supplémentaire à fournir sera d'autant plus grand que les objectifs du paquet-climat européen sur les énergies renouvelables (+ 20 %) et l'efficacité énergétique (amélioration de 20 %) ne seront probablement pas tenus¹⁴ en 2020.

¹⁰ Rencontrés dans le cadre de la préparation de cet article.

¹¹ L'ONG Christian Aid prévoit par exemple un milliard de réfugiés climatiques à l'horizon 2050.

¹² Système communautaire d'échange des quotas d'émission (marché européen du carbone).

¹³ Une réduction de 30 % des émissions de GES de l'UE entre 1990 et 2020 conduirait à une valorisation du carbone pour les secteurs diffus (hors SCEQE, soit les ménages, les bâtiments, le transport, l'agriculture, le secteur tertiaire) comprise entre 138 et 188 euros la tonne, selon les scénarios de reprise économique. Ce niveau de prix (surenchérissement des carburants entre 0,18 et 0,34 € le litre) s'avèrerait beaucoup trop lourd pour les ménages. Cf. Centre d'Analyse Stratégique, « les effets du Grenelle de l'Environnement. La France doit-elle réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 30 % d'ici à 2020 ? », *La note de veille*, n° 175, mai 2010, 10 p.

¹⁴ Caisse des dépôts, « Editorial », *Tendances Carbone*, n° 49, juil. 2010.

Enfin, les échecs au mieux relatifs des conférences climat¹⁵ de Copenhague en 2009 et de Cancun en 2010 amèneraient à s'interroger sur la disproportion entre le diagnostic du réchauffement et les lacunes de l'action internationale en matière de climat. Quelles réalités recourent alors des réglementations carbone complexes et aux coûts de transaction élevés, mises en œuvre par exemple dans l'Union européenne ? Cette disproportion nourrirait cependant moins un climato-scepticisme à l'égard du diagnostic scientifique du réchauffement qu'un scepticisme vis-à-vis des politiques climatiques.

L'environnement et le climat : champs de recherche ou objets politiques ?

Au regard des précédents éléments, la distinction pour le grand public entre l'environnement, champ de recherche scientifique ou objet politique, se brouille.

Par la transversalité des enjeux qui le concerne, l'environnement s'est progressivement autonomisé dans les différentes disciplines des sciences, à l'image de l'apparition d'un droit de l'environnement ou de l'économie de l'environnement. Pour les économistes de l'environnement, le rapprochement entre les sphères économique et écologique était déjà compliqué par leur cheminement inverse : le discours économique « revêt des habits de plus en plus scientifique tandis que le [discours écologique] se montre de plus en plus sous des atours politiques »¹⁶. En plus d'une fiscalité de l'environnement¹⁷ et de l'étude des politiques environnementales et de leurs impacts économiques, une économie de l'effet de serre¹⁸ apparaît même au début des années 1990.

L'amalgame entre les controverses scientifiques et les controverses sur les effets sociaux de sciences (exemple des organismes génétiquement modifiés) ou à propos des politiques qui pourraient découler du diagnostic scientifique contribue à ce brouillage dans le champ de l'environnement et du climat¹⁹. En ce sens, Pierre-Henri Gouyon appelle à ne pas céder au dogmatisme concernant les conséquences sociales de la science, mais à trancher clairement sur les connaissances acquises.

Aux Etats-Unis, cette confusion est plus généralement accentuée par un contexte de fragilisation de la science dans le débat public. Le travail scientifique risque alors de n'être assimilé qu'à une thèse parmi d'autres, à choisir à l'instar d'une croyance ou d'une opinion. Les progrès de la science conduiraient dans cette optique à l'obsolescence rapide des connaissances actuelles, qui ne seraient donc à considérer qu'avec une certaine relativité²⁰. De plus, la manière dont la résistance aux évaluations scientifiques de la nocivité du tabac a été organisée aux Etats-Unis structurerait encore « la bataille de la représentation scientifique du changement climatique »²¹. L'incertitude, qu'on retrouve dans le domaine médical ou les sciences

¹⁵ Conférences des parties 15 et 16 à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

¹⁶ Cf. Franck-Dominique VIVIEN, *Economie et écologie*, La Découverte, Paris, 1994, 124 p. ; pour approfondir cette idée, Olivier GODARD, « L'économie, l'écologie et la nature des choses », *Archives de la philosophie du droit*, vol. XXXVII, 1992, pp. 183-203.

¹⁷ A titre d'exemple, cf. Dominique BUREAU / Olivier GODARD / Jean-Charles HOURCADE / Claude HENRY / Alain LIPIETZ, *Fiscalité de l'environnement*, Conseil d'analyse économique / La Documentation française, Paris, 1998, 197 p. ; Dominique BUREAU / Michel MOUGEOT, *Politiques environnementales et compétitivité*, Conseil d'analyse économique / La Documentation française, Paris, 2004, 158 p.

¹⁸ Roger GUESNERIE, *Kyoto et l'économie de l'effet de serre*, Conseil d'analyse économique / La Documentation française, Paris, 2003, 263 p.

¹⁹ Cf. sur ce thème l'intervention de Pierre-Henri Gouyon lors d'un séminaire de l'Iddri tenu le 22 juin 2010 à Paris, sur le thème « La science sous le feu des snipers : biologie de l'évolution et climatologie », disponible sur le site Internet www.iddri.org/Activites/Seminaires-reguliers/Seminaire-Developpement-durable-et-economie-de-l-environnement/La-science-sous-le-feu-des-snipers-biologie-de-l-evolution-et-climatologie.

²⁰ Cf. les commentaires de Pierre-Henri Gouyon, Séminaire de l'Iddri du 22 juin 2010, *op. cit.*

²¹ Claude HENRY, « Méthode scientifique, contrôle démocratique et incertitude », sept. 2010, 14 p.

du climat, est alors systématiquement mise en avant et critiquée, sans qu'il soit fait mention du fait que le traitement de l'incertitude fait également l'objet d'une démarche scientifique dans ces deux domaines.

Enfin, la spécificité du GIEC, qui a conduit à une coproduction d'un régime climatique entre scientifique et politique, a été utilisée par ses opposants pour critiquer la scientificité de son action. Et si le « *GIEC a contribué incontestablement à reconfigurer la recherche sur le changement climatique, jouant le rôle d'un véritable fer de lance de l'ensemble du régime climatique* »²², une grande rigueur a prévalu dans ses procédures²³, tout particulièrement pour son Groupe I (chargé du diagnostic scientifique). Il s'agit moins pour le GIEC de déterminer les acquis des sciences du climat par consensus, comme c'est généralement soutenu par ses détracteurs, que d'obtenir « *une écriture consensuelle des dissensus* »²⁴.

ACTEURS ET STRATEGIES D'INFLUENCE

Des acteurs de la contestation très hétérogènes

La contestation du diagnostic d'un réchauffement dû aux activités humaines dressé par le GIEC provient d'acteurs hétérogènes et de moyens très diversifiés. Le profil des contestataires, leur éventuelle mise en réseau, leurs implications dans la poursuite de buts non scientifiques variera d'un pays à l'autre. Le financement par le secteur privé de groupes de pression et *think tanks* aux Etats-Unis ne se retrouve pas *a priori* en Chine ou en France, où prédominent des trajectoires individuelles. La structuration du climato-scepticisme à l'échelle de l'Union européenne, par la constitution de la Global Warming Policy Foundation, n'est cependant pas transparente sur ce point. Cet organisme partage par exemple ses locaux avec l'Institute of Materials, Minerals and Mining à Londres ; or, le secteur minier (charbon) a été l'un des financeurs de *think tanks* climato-sceptiques aux Etats-Unis²⁵.

En dehors du champ scientifique, les ressorts socio-culturels du climato-scepticisme varient également beaucoup, à supposer qu'on puisse les répertorier exhaustivement. En Chine par exemple²⁶, de nombreux officiels et les autorités locales considéreraient le changement climatique au mieux comme une bulle, par analogie à la crise financière, et au pire comme un moyen – voire un complot, ce qui alimente le nationalisme chinois – de restreindre la croissance du pays.

Le clivage entre progressistes d'un côté et conservateurs / religieux / anti-régulations de l'autre, structurant aux Etats-Unis dans les positions relatives au changement climatique,

²² Amy DAHAN DALMEDICO, « Le régime climatique, entre science, expertise et politique », in Amy DAHAN DALMEDICO (dir.), *Les Modèles du futur. Changement climatique et scénarios économiques : enjeux scientifiques et politiques*, La Découverte, 2007, 256 p.

²³ Amy DAHAN DALMEDICO / Hélène GUILLEMOT, « Changement climatique : dynamiques scientifiques, expertise, enjeux géopolitiques », *Sociologie du travail*, vol. XLVIII, 2006, pp. 412-432.

²⁴ Jean-Charles HOURCADE, « Des liens compliqués entre science et politique. A propos du GIEC », *Projet*, n° 313, 2009, pp. 42-47.

²⁵ James HOGGAN, *Climate Cover Up*, Greystone Books, 2009, 224 p.

²⁶ Intervention de Jiao HU, « Currents and undercurrents. Climate controversies in China », Conférence organisée par l'Iddri du 27 au 29 octobre 2010 à Bruxelles et Paris sur le thème « Controverses climatiques – Sciences et politique ».

ne le sera forcément pas en France²⁷. Le climato-scepticisme aux Etats-Unis, qui compte de très nombreux centres²⁸ hostiles au diagnostic du GIEC, recouperait une double crainte du communisme (« vert ») et d'une multiplication des réglementations fédérales ou internationales²⁹. A l'exception d'un seul, aucun des candidats républicains aux élections sénatoriales de mi-mandat en novembre 2010 ne reconnaît ainsi « *le consensus scientifique selon lequel l'homme est essentiellement à l'origine du changement climatique* »³⁰.

Au regard de la variété des impacts du réchauffement, des profils de plus en plus diversifiés se sentent légitimes à s'exprimer sur les enjeux climatiques, qu'il s'agisse de géographes, de philosophes, de juristes, d'ingénieurs – non spécialisés dans les sciences du climat –... En plus de degrés inégaux de connaissance de la réalité et de l'origine du changement climatique, ces nouveaux entrants n'ont pas conscience – ou ne se sentent pas contraints – par les termes des débats (symboliques, scientifiques...) et de leurs historiques. Cela contribue à étendre à de nouveaux cercles la parole contestataire, ce qui sera inclus dans les stratégies d'influence des climato-sceptiques.

Actions et stratégies d'influence

Cette diversité d'acteurs et de modes d'action ne peut être embrassée totalement et l'objectif n'est ici que de rendre compte de cette diversité et de l'évolution de ces actions.

L'action la plus spectaculaire a été le piratage du serveur de sauvegarde du Climate Research Unit (CRU) de l'Université de East Anglia au Royaume-Uni, autour du 19 novembre 2009, à la veille de la Conférence climat de Copenhague, qui s'est tenue en décembre de la même année. Un millier de courriers électroniques échangés depuis 13 ans entre ce centre de recherche et la communauté des climatologues et plus de 2 000 documents ont ainsi été piratés et rendus publics sur un site Internet russe. Les méthodes employées rattacheraient davantage cette action, selon des experts de la sécurité informatique³¹, au cyber-espionnage (moyens d'Etat) qu'au cyber-activisme.

En France, les climato-sceptiques ont un accès plus restreint aux grands médias nationaux (presse et télévision³²), ce qui les conduit à contourner ces derniers. En plus de la structuration de la contestation à l'échelle de l'Union européenne, l'influence sur les grands corps, en formation ou en poste, est un des éléments de ces actions, à l'image de Paris Tech (dont le CNAM), à travers sa revue en ligne³³. A l'instar de ce qui a été évoqué précédemment à propos de la lutte contre la nocivité du tabac aux Etats-Unis, l'incertitude y est alors présentée comme prédominante dans le cadre d'un « *débat sur le climat* »³⁴. Des relais dans les grandes écoles, par le biais d'anciens élèves, favorisent la diffusion du scepticisme

²⁷ Si, par exemple, *Valeurs actuelles* adopte un point de vue s'inscrivant dans la défiance aux conclusions du GIEC, *Le Figaro* n'a pas une ligne tranchée sur ce sujet, reflétant des différences de perception de ces enjeux au sein du journal (services Energie et Environnement notamment).

²⁸ Par exemple, Fraser Institute (Vancouver), Cato Institute, George C. Marshall Institute, Competitive Enterprise Institute (CEI) et Cooler Heads Coalition, National Consumer Coalition, American Enterprise Institute, American Legislative Exchange Council, Frontiers of Freedom, Center for Science and Public Policy, Committee for a Constructive Tomorrow, Heartland Institute, Tech Central Station...

²⁹ Naomi ORESKES / Erik M. CONWAY, *Science and Denial: On Merchants of Doubt*, Bloomsbury Press, 2010, 368 p.

³⁰ « In climate denial, again », *New York Times*, 17 oct. 2010.

³¹ Entretiens menés en juillet 2010 pour un travail interne à la Fondation pour la recherche stratégique sur le cyberactivisme.

³² Ce qui ne semble pas être le cas pour la radio.

³³ Cf. le site Internet www.paristechreview.com.

³⁴ Cf. les sites Internet www.paristechreview.com/2010/10/15/co2-climat-ingenieur/ et www.paristechreview.com/2010/08/31/climat-science-haine-incertain/.

auprès des décideurs³⁵ publics et privés. La publication d'ouvrages non spécialisés permet également d'étendre à la fois le public sensibilisé et d'atteindre d'autres leaders d'opinion (par exemple des journalistes non spécialistes de l'environnement et du changement climatique). A cela s'ajoute l'élargissement, évoqué précédemment, du profil des contestataires, par exemple, en France, aux géographes³⁶, aux enseignants³⁷ et aux philosophes³⁸.

Aux Etats-Unis, les *think tanks* hostiles aux travaux du GIEC ont recours à des opérations de communication axées sur la simplicité du message et sur sa répétition. La comparaison entre la météorologie et la climatologie est un élément de langage fréquemment utilisé par les climato-sceptiques³⁹. De plus, le message doit être répété, même s'il est faux et démenti. Entre le 15 février 2009 et le 2 avril 2009, George Will (journaliste et prix Pulitzer en 1977) publie à trois reprises dans le *Washington Post* des affirmations concernant la fonte des glaciers de l'Antarctique, malgré deux démentis de l'Arctic Climate Research de l'Université de l'Illinois et du National Snow and Ice Data Center de Boulder (Colorado).

La pénétration de secteurs professionnels variés est recherchée. Les milieux financiers accueilleront par exemple des conférences de climato-sceptiques, à l'image de l'Institute of Public Affairs (Australie) ou du Business roundtable (Nouvelle-Zélande).

* *

*

Face à cette progression de la défiance et au sentiment d'avoir perdu – provisoirement – la bataille des médias, les scientifiques du climat vont devoir à leur tour développer des stratégies d'influence en dehors des processus de « fabrication » de la science. Le site Internet realclimate.org avait été créé en 2004 pour répondre rapidement aux climato-sceptiques, sans attendre la publication d'un nouveau rapport d'évaluation du GIEC, à la périodicité de 6 ou 7 ans. La lettre de 600 scientifiques français le 1^{er} avril 2010 à l'encontre des dénégateurs du réchauffement anthropique est à lire en ce sens. A l'instar de l'Académie des sciences française en octobre 2010⁴⁰, une dizaine⁴¹ d'institutions scientifiques nationales, internationales et des sociétés savantes de plusieurs de pays a ainsi été amenées en 2010 à organiser la confrontation des travaux entre « pro » et « anti » ou à émettre un avis sur le caractère scientifique des controverses.

³⁵ L'Institut des hautes études de la Défense nationale (IHEDN) n'a consacré par exemple qu'une séance au changement climatique, animée par Christian Gerondeau.

³⁶ Cf. le site Internet www.socgeo.org/18032010.htm et également la Société de Géographie, qui a décerné son Grand Prix 2010 (27 novembre 2010) à Claude Allègre, créant des dissensions dans la discipline – la géographie physique s'inscrivant dans les sciences du climat.

³⁷ Voir par exemple le site de l'Association française pour une information scientifique, <http://www.pseudo-sciences.org/spip.php?rubrique13>

³⁸ Cf. par exemple François Ewald, Dominique Lecourt ou, plus récemment, Luc Ferry.

³⁹ Claude Henry, dans le cadre d'un colloque de l'Iddri (22 juin 2010, *op. cit.*) cite ainsi Timothy Ball, dans un article de *Friends of Science* de 2006 : « *comment peut-on me dire que [les climatologues] ont la moindre idée de ce qui se passera dans 100 ans, s'ils ne peuvent prévoir le temps dans quatre mois ou même la semaine prochaine ?* ».

⁴⁰ Académie des sciences, « Le changement climatique », Institut de France, 26 oct. 2010, 19 p., disponible sur le site Internet www.academie-sciences.fr/publications/rapports/pdf/climat_261010.pdf/

⁴¹ Plusieurs rapports publiés en 2010 examinent – et confortent – les procédures et conclusions des scientifiques du climat, que ce soit au Royaume-Uni (House of Commons, *Oxburgh Review*, *Muir Russell Review*, Royal Society), aux Etats-Unis (*Penn State Review of Michael Mann*, *Environmental Protection Agency Review*), aux Pays-Bas (*Dutch PBL Review*), en Australie (Australian Academy of Science) et l'InterAcademy Council.

Ayant bénéficié d'un accès privilégié aux grands médias et aux décideurs politiques, les scientifiques s'inscrivant dans le GIEC doivent-ils davantage s'émanciper de l'étiquette institutionnelle, voire « officielle », qu'on leur accole⁴² ? Une communication plus organisée des sciences du climat à l'échelle nationale et un suivi plus accessible du mode de fonctionnement du GIEC au cours de l'élaboration du cinquième rapport d'évaluation pourraient en être les deux voies principales.

⁴² Olivier GODARD, « Le climat, l'imposteur et le sophiste », *Alternative économique*, 12 mars 2010.